

## PROPOSITION UNSA-CCI NEGOCIATION « POLITIQUE SALARIALE 2011 »

Etablie le 5/12 pour la CPN du 21/12

Lors de la dernière CPN, nous avons indiqué quelles valeurs de base nous voulions poser pour accompagner le travail en cours. Parmi celles ci figure en premier l'exemplarité du dialogue social dans le réseau notamment sous l'angle de la reconnaissance des agents. Les gestionnaires de ce réseau depuis 2008 ayant largement anticipé la mutation, notamment en réduisant et compensant sa dette en fonds propres, il ne faut pas rater ce rendez-vous de Décembre, ou les agents attendent le fruit de leur patience, de cette année mais aussi des deux années antérieures.

Devons nous rappeler :

- notre légitimité de représentation, issue des dernières élections, qui nous a amené à siéger à vos côtés en CPN pour cette mandature (de 75 à 90% de taux de participation)
- l'accompagnement sur le terrain pour défendre les intérêts de nos chambres territoriales face à une réforme qui cherchait à se mener au pas de charge
- notre action constante pour maintenir la confiance des agents dans la pérennité d'un réseau soucieux de leur devenir professionnel, sans devoir encore évoquer une sécurisation des parcours

C'est une politique sociale exemplaire, conforme au pacte social évoqué dès l'origine par le Pdt MARCON qui est notre première valeur. Nous serons alors en mesure de croire à la seconde, celle d'une élaboration collective d'un statut modernisé dans l'intérêt de tous, élaboré avec l'ensemble des acteurs du réseau.

**C'est dans le sens de cette responsabilité et de ce travail collectif que nous avons différé lors de la précédente CPN, l'augmentation annuelle 2011 de la valeur du point national.**

Si nous faisons le point sur l'impact de nos conditions statutaires et des négociations précédentes : Nous pouvons mesurer l'impact financier des points d'ancienneté distribués dans l'année aux ayants droits: 0,28% de la MS en 2011 (données chargées)

Il a également été acté de servir une augmentation catégorielle de rattrapage sur les classes 1, 2 et 3, pour donner un signe d'encouragement aux salariés les plus fragiles. Cela n'était pas notre option mais nous devons en mesurer aussi l'impact financier: 0,08% de la MS en 2011

A ce jour, l'engagement des présidents au titre de 2011 totalise donc 0,36% de la MS brute 2010. Nous enlèverons donc ces 0,36 % de notre demande.

Cette présente demande s'articule sur 4 arguments principaux

- Si nous rappelons les valeurs négociées sur les 4 dernières années, nous constatons que les salariés ont déjà fait les frais depuis 2009 d'une baisse sensible de l'augmentation annuelle du point national  
2007 : 1,2%    2008: 1,8%    2009: 0,5%    2010: 0,6%  
nous comprenons que celle ci ait pu être présentée déjà comme une nécessaire rigueur face à l'incertitude de la Réforme. Cette argumentation ne nous semble plus de mise aujourd'hui alors que nous en sommes à la mise en place des schémas sectoriels. Notons au passage que les salariés ont fait le dos rond sans vouloir rajouter de difficultés internes à la négociation politique dans le réseau.
- En observant les données comptables à notre disposition, dans l'attente d'informations exhaustives via le portail ETALAB récemment mis en place, nous voyons qu'au niveau national consolidé, nous avons continué sagement à nous désendetter. Notre ratio d'endettement financier de 0,84 est excellent. Mieux, le FRN 2010 d'environ 2 Milliards € est le meilleur depuis 10 ans. Précisons qu'il couvre actuellement 6 mois de charges au lieu des 3 mois préconisés usuellement. Ceci est bien la preuve et nous nous en félicitons, de la bonne santé de l'entreprise consulaire. Il est légitime que les agents souhaitent aussi se reconnaître dans cette réussite. Ajoutons enfin que l'impact négatif de la réforme TATP a bien été contenu en 2010 et que le manque de visibilité concernant la TACFE pour 40% du produit attendu demande une analyse régionale.
- On nous a opposé la nécessaire rigueur servie aux agents de la fonction publique, qui ont vu encore geler pour 2012 et 2013 la valeur de leur point d'indice. C'est aller un peu vite dans la comparaison puisque ce gel est fait au motif (avancé...) d'avoir obtenu depuis 4 ans une hausse globale de 20% de leur rémunération, des mesures catégorielles, d'une révision des grilles indiciaires, de l'action sociale et d'une politique dynamique de promotion. On voit bien avec les chiffres précédents ainsi qu'avec ceux de notre bilan social consolidé que nous sommes plutôt à la baisse depuis 2008, pour les motifs déjà évoqués. Particulièrement entre 2009 et 2010, diminution de 3,1% de la MS, pour une baisse de 5,8% d'effectif des agents sous statut.
- La DGT nous a communiqué le 10 Novembre la nécessaire revalorisation en cours d'année du SMIC, le rythme de progression du taux d'inflation de référence ayant progressé de plus de 2% sur un an de novembre 2010 à novembre 2011, exactement de 2,1%. Doit on également mentionner les hausses récentes à prévoir tant en matière de TVA qu'en matière de CSG, qui nous rajoutent un bon point d'altération de nos pouvoirs d'achat. L'utilisation d'une batterie d'autres indices vitaux ces 3 dernières années renforcerait encore le trait de notre argumentaire (IRL-IPC-ARCCO/AGIRC-etc..)

En tenant compte de l'état financier très correct des CCI (voir chiffres en annexe) ainsi que de la perte de pouvoir d'achat des agents cumulée sur plusieurs années et en attendant les futures négociations sur la politique salariale du réseau, il nous semble légitime de procéder à un rattrapage salarial significatif.

**Nous demandons donc 2,6% d'augmentation de la valeur du point d'indice soit 2,24% une fois l'augmentation « mécanique » de 0,36% prise en compte.**

Pour ce qui est du taux directeur, nous avons vu, depuis l'enquête de 2006 (RD 19/12/2007) que ce paramètre de rémunération discrétionnaire, totalement indicatif était largement dépassé par l'ensemble des CCI et donc tout à fait subalterne en terme de guidance nationale. Nous laisserons donc nos partenaires arbitrer à son sujet.

## Annexe

### ELEMENTS DE CALCUL DONNEES COMPTABLES RESEAU

#### CONSO NATIONALE

	2008	2009	2010	VAR/3 ans	VAR an 2011
<b>CHARGES</b>					
exploitation	3680785	3413279	3474973	94,41%	101,81%
financières	153395	131661	126800	82,66%	96,31%
<b>PRODUITS</b>					
exploitation	3748721	3583207	3578899	95,47%	99,88%
dont TATP	1211132	1270155	1219123	100,66%	95,98%
financiers	137745	77715	66971	48,62%	86,18%
<b>FONDS de ROULEMENT</b>					
capitaux propres « bilan »	1608810	1682125	1908874	118,65%	113,48%
écart	3106427	3599339	3418182	110,04%	94,97%
	906512	1048818	912274	100,64%	86,98%
<b>BILAN</b>					
RESULTAT	241817	211702	131290	54,29%	62,02%
DETTES	2858978	2863389	2873004	100,49%	100,34%
dont ets crédit	1500402	1391579	1588789	105,89%	114,17%
<b>CAF</b>	298012	450662	301893	101,30%	66,99%
<i>couverture mois charges/FRN</i>	<i>5,2450007267</i>	<i>5,913814839</i>	<i>6,5918463251</i>		
<b>RATIO ENDETTEMENT</b>					
<i>avec capitaux propres au bilan</i>	<i>0,9203428891</i>	<i>0,7955319018</i>	<i>0,8405064447</i>		
<i>TATP/total produits EXP</i>	<i>32,31%</i>	<i>35,45%</i>	<i>34,06%</i>		
résultat exploitation	67936	169928	103926	152,98%	61,16%